



A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-16 du 8 juillet 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Les Etats-Unis et le Canada annoncent un accord sur la levée des mesures de sauvegarde américaines sur les panneaux solaires en provenance du Canada
2. L'USTR lance une consultation publique dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie visant à lutter contre le travail forcé
3. Un rapport de l'*International Trade Commission* souligne le coût engendré par la censure étrangère pour les entreprises américaines
4. Le Département du Trésor adopte des sanctions contre des individus et des entités ayant facilité la vente de pétrole iranien
5. Le Département du Commerce annonce un renforcement des mesures contre les entreprises violant les règles américaines de contrôle-export

Climat – énergie – environnement

6. Les états de New York et d'Hawaï entérinent des lois visant à accélérer la transition énergétique

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Pénurie de lait infantile : la FDA annonce de nouvelles mesures pour faciliter la diversification

Numérique et innovation

8. Les dirigeants de la commission sénatoriale sur le renseignement demandent à la FTC d'ouvrir une enquête sur TikTok malgré les précisions apportées par son PDG
9. Annonces de Google en matière de protection de la vie privée des personnes sur les sujets de santé

Santé

10. Les démocrates introduisent au Sénat une nouvelle version du Prescription Drug Pricing Reform

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le [Washington Wall Street Watch](#), [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et le Canada travaillent à la levée des mesures de sauvegarde américaines visant les panneaux solaires en provenance du Canada

Les États-Unis et le Canada ont [annoncé](#) le 7 juillet 2022 avoir trouvé un accord visant à mettre fin à leur différend portant sur les mesures de sauvegarde américaines sur les panneaux solaires imposées en 2018, et [prolongées](#) pour quatre ans par le président Biden en février 2022.

Cet accord, qui prendra la forme d'un *Memorandum of Understanding (MOU)* entre les deux parties, intervient après la publication le 15 février 2022 du rapport d'un groupe spécial constitué dans le cadre de l'accord commercial USMCA (États-Unis-Mexique-Canada) concluant que la décision de l'administration Trump d'inclure les importations en provenance du Canada dans le champ de ces mesures de sauvegarde était incompatible avec certaines règles de l'USMCA.

La résolution de ce différend a été annoncée quelques jours après le second anniversaire de l'entrée en vigueur de l'accord USMCA, le 1^{er} juillet, et à l'occasion du déplacement de la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai à Vancouver les 7 et 8 juillet.

2. L'USTR lance une consultation publique dans le cadre de l'élaboration de sa stratégie de lutte contre le travail forcé

L'USTR a [publié](#) le 6 juillet un appel à commentaires visant à recueillir les observations et propositions des parties intéressées concernant l'élaboration de la stratégie de l'agence en matière de lutte contre le travail forcé. L'avis publié au registre fédéral interroge notamment les parties intéressées sur les nouveaux outils pouvant être développés dans ce domaine et les initiatives de coopération pouvant être élaborées en partenariat avec des pays alliés. Ces commentaires seront utilisés par l'USTR pour définir les objectifs, priorités, nouveaux outils et actions de la stratégie commerciale visant à lutter contre le travail forcé, [annoncée](#) en janvier dernier. L'appel à commentaires est ouvert pendant une période de 30 jours, jusqu'au 5 août 2022.

3. Un rapport de l'International Trade Commission souligne le coût lié à la censure étrangère pour les entreprises américaines

Dans un rapport mandaté par le Congrès et [publié](#) le 7 juillet, l'agence fédérale *International Trade Commission* (USITC) décrit l'impact économique significatif de la censure étrangère, notamment en Chine, sur les intérêts et les revenus des entreprises

américaines. Ce rapport fait suite à un premier [rapport](#), publié en février dernier, identifiant les mesures de censure étrangères impactant les entreprises américaines.

Selon le rapport, l'un des principaux impacts des pratiques de censure étrangères serait la perte de revenus des entreprises américaines dans le secteur numérique et audiovisuel engendrée par l'inaccessibilité à certains marchés tiers. Le rapport estime ainsi que leur absence du marché chinois aurait engendré une perte de revenus pour Google et Facebook comprise respectivement entre 2,6 Mds\$ et 15,5 Mds\$ et entre 3,1 Mds\$ et 13,3 Mds\$.

4. Le Département du Trésor adopte des sanctions contre des individus et des entités ayant facilité la vente de pétrole iranien

L'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC) a [annoncé](#) le 6 juillet l'adoption de sanctions visant un réseau international d'individus et d'entités qui se sont servis d'organisations de façade basées dans le Golfe pour faciliter la livraison et la vente de pétrole et produits pétroliers en provenance de l'Iran vers l'Asie de l'Est.

Parallèlement à ces désignations du Trésor, le Département d'État a également [imposé](#) des sanctions à l'encontre de quinze entités étrangères, accusées d'être impliquées dans des transactions importantes pour la vente et le transport de produits pétroliers en provenance d'Iran.

5. Le Département du Commerce annonce un renforcement des mesures contre les entreprises violant les règles américaines de contrôle-export

Le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du Département du Commerce a [annoncé](#) le 30 juin un renforcement des mesures de mise en œuvre («*enforcement*») des règles américaines de contrôle-export. Ce renforcement se traduira notamment par l'imposition de pénalités financières plus importantes pour les cas de violation les plus significatifs et la suppression de la possibilité pour les entreprises de parvenir à des accords avec le BIS sans reconnaître leur culpabilité.

Selon Matthew Axelrod (*Assistant Secretary of Commerce for Export Enforcement*), ces modifications s'inscrivent dans une «*stratégie de priorisation*» et visent à «*dissuader les personnes qui envisagent de contourner les règles, en nuisant à la fois au portefeuille et à la réputation des contrevenants*».

Climat- Energie - Environnement

6. Les états de New York et d'Hawaii entérinent des lois visant à accélérer la transition énergétique

Le gouverneur de l'Etat de New York a signé [3 lois permettant d'accélérer la transition énergétique](#), les présentant comme une réponse à la décision récente de la Cour Suprême restreignant les moyens fédéraux de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (voir ACCENTS du 1^{er} juillet). Ces lois fixent des standards d'efficacité énergétique des bâtiments plus élevés, facilitent la reconversion

professionnelle des salariés impactés par la transition, et augmentent le salaire minimal des salariés installant des panneaux solaires.

De son côté, le gouverneur d'Hawaii a signé [4 lois soutenant cette transition énergétique](#). Un objectif de réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre est désormais fixé à l'échelle de l'Etat. Egalement, les standards énergétiques des bâtiments ont été rehaussés, et les stations de recharge de véhicules électriques ou hydrogènes bénéficient désormais de subventions.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Pénurie de lait infantile : la FDA annonce de nouvelles mesures pour faciliter la diversification

La FDA a publié le 6 juillet un nouveau [communiqué](#) qui ouvre la voie à un élargissement plus pérenne des sources d'approvisionnement, nationales ou étrangères, d'un marché excessivement concentré. Pour accroître l'offre, la FDA propose ainsi trois mesures pour faciliter le processus d'entrée sur le marché de nouveaux producteurs. Tout d'abord, l'agence fournira un contact unique d'assistance technique pour toute entreprise, domestique ou étrangère, souhaitant entrer sur le marché du lait infantile, afin de l'aider dans le processus d'examen réglementaire et ainsi lui faciliter la tâche. En deuxième lieu, elle organisera cet été une série de réunions avec les entreprises qui importent, vendent et/ou distribuent des préparations pour nourrissons sur la base du cadre temporaire fixé en mai, afin de déterminer les mesures supplémentaires qui seraient nécessaires pour leur permettre de continuer à commercialiser des laits infantiles dans la durée. Enfin, elle fournira des

modes opératoires pour permettre aux entreprises concernées par le cadre temporaire de continuer leur activité après la mi-novembre. Sur ce dernier point, la FDA annonce son intention de publier d'autres directives en septembre.

Les États-Unis sont en effet toujours aux prises avec des pénuries de préparations pour nourrissons causées par la fermeture en février d'une usine des Laboratoires Abbott, à la suite d'une contamination bactérienne. Cette crise a mis en évidence l'extrême fragilité aux Etats-Unis de la chaîne d'approvisionnement de ce produit qui dépend, à plus de 90%, de quatre entreprises.

Les flexibilités temporaires [annoncées](#) par la *Food and Drug Administration* (FDA) à la mi-mai ainsi que la mise à disposition des avions commerciaux du ministère de la défense pour transporter les produits ont permis de répondre aux situations d'urgence, notamment pour les formules spéciales adaptées aux nourrissons souffrant de graves allergies, mais ne permettent toujours pas d'envisager un retour à la normale d'ici leur expiration à la mi-novembre.

Numerique et Innovation

8. Les dirigeants de la commission sénatoriale sur le renseignement demandent à la FTC d'ouvrir une enquête sur TikTok malgré les précisions apportées par son PDG

Le 5 juillet, dans une [lettre](#), le président du Comité spécial du Sénat sur le renseignement, Mark R. Warner (D-VA) et le vice-président de cette commission, Marco Rubio (R-FL), ont exhorté la *Federal Trade Commission* (FTC) à enquêter officiellement sur TikTok et sa société mère, ByteDance.

Selon des rapports récents, la plateforme de médias sociaux a permis aux ingénieurs et cadres de TikTok en Chine d'accéder à plusieurs reprises aux données privées des utilisateurs américains, remettant en cause les affirmations de l'entreprise, notamment dans le cadre d'un témoignage sous serment au Sénat en octobre 2021, selon lesquelles ces données étaient protégées contre les demandes du Parti communiste chinois.

Les sénateurs mettent également en évidence la fausse représentation par TikTok de sa relation avec ByteDance et ses filiales, y compris ByteDance Technology, basée à Pékin, qui appartient en partie au Parti communiste chinois. Ils relèvent en outre que « le département Confiance et sécurité de TikTok était au courant de ces pratiques d'accès inappropriées et de ces irrégularités », et expriment leur inquiétude au terme des mises à jour récentes de la politique de confidentialité de TikTok, qui indiquent que TikTok « peut collecter des données biométriques telles que des empreintes faciales et des empreintes vocales ».

Les sénateurs demandent ainsi à la FTC « d'ouvrir immédiatement une enquête en vertu de la section 5 sur la base d'une tromperie apparente de TikTok, et de coordonner ce travail avec toute enquête de sécurité nationale ou de contre-espionnage qui pourrait être ouverte par le *Department of Justice*. »

Le 30 juin, dans une [lettre](#) adressée à neuf sénateurs républicains, qui l'avaient enjoint à s'expliquer sur la gestion des données sur les américains par l'entreprise, Shou Zi Chew, CEO de TikTok, a expliqué comment la société exploiterait l'application à partir de serveurs contrôlés par Oracle. TikTok serait géré à partir des machines de la société américaine, selon des procédures qui seraient auditées par un tiers. Shou Zi Chew a de nouveau mentionné un projet de stockage des informations personnelles des utilisateurs américains avec Oracle, plutôt que sur les serveurs de TikTok. Il a également affirmé que les employés

de ByteDance en Chine ne pouvaient accéder aux données de TikTok que lorsqu'ils étaient « soumis à une série de contrôles de cybersécurité robustes et de protocoles d'autorisation supervisés par notre équipe de sécurité basée aux États-Unis ».

9. Annonces de Google en matière de protection de la vie privée des personnes sur les sujets de santé

Le 1^{er} juillet, Google a [publié](#) des mesures supplémentaires pour protéger la confidentialité des utilisateurs en matière de santé dans les trois domaines suivants: (i) Historique de la géolocalisation : Google annonce que si ses systèmes identifient qu'une personne a visité un lieu de santé particulièrement sensible, telles que les cliniques d'avortement, elle supprimera ces données de géolocalisation peu après la visite; (ii) Données utilisateur sur les applications: Par exemple, les utilisateurs de Fitbit qui ont choisi de suivre leurs cycles menstruels dans l'application peuvent actuellement supprimer les journaux de menstruation un par un, et Google déploiera des mises à jour qui permettront aux utilisateurs de supprimer plusieurs journaux à la fois; (iii) Demandes des forces de l'ordre en matière de données utilisateur: Google se dit rester déterminée à protéger ses utilisateurs contre les demandes de données inappropriées du gouvernement, et vouloir continuer de s'opposer aux demandes trop larges ou répréhensibles sur le plan juridique.

Brèves

- Le 7 juillet, les parents de deux filles ont attaqué l'entreprise en justice devant un tribunal de Los Angeles, estimant que leurs enfants étaient décédées à la suite du contenu que l'algorithme de TikTok leur avait servi. Les filles, âgées de 8 et 9 ans, sont décédées après avoir participé à un défi lancé par des utilisateurs de l'application dans lequel les utilisateurs sont encouragés à s'étouffer jusqu'à tomber inconscients, la poursuite affirmant que l'entreprise savait ou aurait dû savoir que sa plateforme était addictive et qu'elle n'a pas bloqué les vidéos ni mis en place suffisamment d'avertissements concernant le contenu accessible et promu par son algorithme.
- D'après le [Wall Street Journal](#), citant Synergy Research Group, les entreprises AWS, Google Cloud et Microsoft Azure représentaient 65 % des 53 milliards de dollars de dépenses mondiales en services cloud au premier

trimestre de l'année 2022, contre 52 % des ventes mondiales il y a quatre ans. Le journal prédit que leur emprise sur le marché du cloud devrait se poursuivre car leur taille les rend plus aptes à continuer à investir et à attirer des clients à la recherche de stabilité en période de turbulences.

- Le 30 juin, Google a [annoncé](#) avoir conclu un accord à l'amiable avec un groupe de développeurs américains dans le cadre d'un procès de ces derniers contre l'entreprise. Dans l'accord, Google mettra en place un fonds de 90 millions de dollars pour soutenir les développeurs américains qui ont généré deux millions de dollars ou moins de revenus annuels via Google Play, le magasin d'applications de Google, au cours de chaque année de 2016 à 2021. L'accord prévoirait également la révision de l'accord de distribution pour les

développeurs d'applications tierces, qui les autoriseraient à utiliser les informations de contact obtenues dans leurs applications pour communiquer avec les utilisateurs en-dehors de ces applications, y compris au sujet des offres d'abonnement ou des offres à moindre coût sur une boutique d'applications concurrente ou sur le site Web du développeur.

- Le 29 juin, Siemens, un leader de l'automatisation industrielle et des logiciels, des infrastructures, de la technologie du bâtiment et des transports, et NVIDIA, un pionnier de l'accélération graphique et de l'intelligence artificielle, ont [annoncé](#) l'expansion de leur partenariat pour permettre le métaverse industriel et accroître l'utilisation de la technologie de jumeau numérique pour améliorer l'automatisation industrielle.

Santé

10. Les démocrates introduisent au Sénat une nouvelle version du *Prescription Drug Pricing Reform*

Mercredi 6 juillet, le chef de file des démocrates au Sénat, Chuck Schumer a présenté devant le Sénat une révision démocrate du projet de loi sur l'encadrement des prix des médicaments. Cette proposition s'inscrit à la suite du décret présidentiel [Promoting Competition in the American Economy](#) de juillet 2021, qui visait à améliorer l'accès aux traitements des citoyens américains et à lutter contre les coûts importants des médicaments. Ce projet permettrait à Medicare, à partir de 2026, de négocier directement avec les industries, le prix d'une liste de médicaments sélectionnés, et de

limiter la hausse des prix des médicaments. Le président Joe Biden avait appelé en 2021 la *US Patent and Trademark Office* à collaborer avec la FDA pour identifier les pratiques anti-compétitives et protéger au mieux l'innovation médicale. La US PTO a [réaffirmé](#) son implication pour garantir l'accès à des médicaments innovants aux patients. L'association de lobbying PhRMA a mal accueilli cette nouvelle proposition, affirmant que les autorités fédérales se trompaient lorsqu'elles affirmaient que le prix des médicaments contribuait à l'inflation. PhRMA accuse également ce projet de ne pas considérer le rôle important des *Pharmaceutical Benefits Managers* et des assurances dans la hausse du prix des médicaments.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.